

report

SÉCURITÉ HUMAINE ET CODÉVELOPPEMENT

La perspective pour les nouvelles générations



REPORT No. 10
Décembre 2016
www.iemed.org



Medthink 55

IEMed.

SÉCURITÉ HUMAINE ET CODÉVELOPPEMENT

La perspective pour les nouvelles générations

Hôtel Paris Concorde, Tunis, le 5 décembre 2016

Les cinq dernières années ont montré que la région méditerranéenne est plus dynamique que jamais. Les mutations économiques et politiques connues dans les pays du bassin méditerranéen ont démontré la nécessité d'une adaptation constante sur la voie de la prospérité partagée et de la compréhension mutuelle entre les sociétés. Plus de vingt ans après le Processus de Barcelone (1995) et huit ans après la naissance de l'Union pour la Méditerranée, l'objectif primordial de la construction d'un espace de stabilité et de dialogue requiert davantage d'attention et d'efforts de la part de tous les acteurs impliqués.

Il est plus que jamais évident que les défis posés ne peuvent être simplement relevés par des solutions au niveau national ou des politiques intérieures. Il devient impératif de mener une stratégie d'action politique extérieure commune impliquant de multiples acteurs. La crise humanitaire engendrée en Méditerranée par la croissance exponentielle des flux migratoires ainsi que les menaces constantes dans le domaine de la sécurité engendrées par le terrorisme et par les organisations criminelles comptent parmi les problèmes majeurs auxquels sont confrontés responsables politiques et experts.

Les mutations économiques et politiques connues dans les pays du bassin méditerranéen ont démontré la nécessité d'une adaptation constante sur la voie de la prospérité partagée et de la compréhension mutuelle entre les sociétés



De gauche à droite : Eva Martinez, Senén Florensa et Faten Kalle.

Le réseau Med Think 5+5 a pour objectif de favoriser et de soutenir des processus inclusifs d'étude et de diffusion des causes et des solutions aux défis à relever en Méditerranée occidentale en réunissant les représentants des gouvernements, du milieu académique, d'instituts de recherche et de la société civile

Dès lors, la clé du succès réside dans l'amélioration des mécanismes de dialogue et de coopération entre tous les acteurs impliqués. Afin de contribuer à la poursuite des intérêts et des valeurs partagées par les pays du Dialogue 5+5, le réseau Med Think 5+5 a pour objectif de favoriser et de soutenir des processus inclusifs d'étude et de diffusion des causes et des solutions aux défis à relever en Méditerranée occidentale en réunissant les représentants des gouvernements, du milieu académique, d'instituts de recherche et de la société civile.

Dans cette perspective, l'atelier organisé par l'Institut européen de la Méditerranée, l'Institut tunisien d'Études stratégiques et le réseau Med Think 5+5 a été une excellente opportunité pour partager des connaissances, diffuser des idées et encourager une coopération plus étroite en réunissant des experts éminents pour discuter de la sécurité humaine, de la perspective pour les nouvelles générations et de la viabilité de se diriger vers un programme de codéveloppement.

Le réseau Med Think 5+5

Le Med Think 5+5 est un réseau sous-régional de think tanks qui a été créé en mai 2016 avec le soutien de plus de trente institutions issues de dix pays de la Méditerranée occidentale du Dialogue 5+5 : le Portugal, l'Espagne, la France, l'Italie, Malte, le Maroc, la Mauritanie, l'Algérie, la Libye et la Tunisie.

Le Dialogue 5+5 est un forum sous-régional et intergouvernemental créé en 1990 aux fins de favoriser la coopération dans les domaines du dialogue politique, de la défense, de la sécurité, des migrations, du transport, de l'eau, de la recherche et de l'éducation, des énergies renouvelables et de l'environnement, du commerce, des investissements, de la santé et du tourisme. Dans l'orbite du Forum de la Méditerranée occidentale, de son format ministériel et de ses groupes de travail de haut niveau, le Med Think 5+5 travaille au renforcement du partenariat avec les organisations de la coopération régionale et la société civile dans le but de servir de modèle concret à une intégration régionale de plus grande envergure.

Le réseau vise à répondre à des besoins primordiaux dans le cadre du Dialogue 5+5 en privilégiant le dialogue par l'organisation de conférences, de séminaires et de symposiums avec les acteurs-clés de la région. Il sert aussi de plateforme de recherche commune et de diffusion pour offrir des solutions aux responsables politiques du Forum de la Méditerranée occidentale.

Le réseau vise à répondre à des besoins primordiaux dans le cadre du Dialogue 5+5 en privilégiant le dialogue par l'organisation de conférences, de séminaires et de symposiums avec les acteurs-clés de la région



De gauche à droite : Mohamed Benouada Kefif, Hatem Ben Salem et Taoufik Bouaoun.

Cette initiative a été saluée avec intérêt durant la XIIIe réunion des ministres des Affaires étrangères du Dialogue 5+5 du 28 octobre 2016 à Marseille.

Sécurité humaine, stabilité et coopération. Les conditions de base du codéveloppement

La première séance a été consacrée à l'analyse des concepts de codéveloppement et de sécurité humaine et à la possibilité, pour les acteurs de la Méditerranée occidentale, de déployer davantage d'efforts pour une coopération mieux réussie. À ce propos, le débat a commencé par la présentation d'une approche théorique de la viabilité de la thèse du codéveloppement.

Le codéveloppement est en lui-même un concept qui suscite la controverse selon l'interprétation qu'on lui donne. En effet, ce courant de pensée peut être interprété soit comme une stratégie de développement dont le but ultime serait d'assurer un même niveau de bien-être au Nord et au Sud de la Méditerranée, soit comme une stratégie considérant les migrants en tant que facteur de développement de leurs pays d'origine (Nair, 1997).

Les assistants se sont montrés d'accord sur le fait que la première interprétation, pourtant souhaitable, est encore loin d'être réalisable en raison de l'énorme écart existant entre les deux rives de la Méditerranée ; elle exigerait un niveau de coopération et de volonté sans précédent de la part des acteurs de la région. Toutefois, elle peut être remplacée par la lutte pour surmonter des défis partagés par tous les pays et affectant la poursuite d'un niveau plus élevé de sécurité humaine et de stabilité en Méditerranée occidentale.

On a beaucoup écrit sur le concept de sécurité humaine car ce paradigme s'est rendu populaire après la publication, en 1994, du Rapport sur le Développement du Programme du Développement des Nations unies. Dans le contexte de l'après-guerre froide, la Communauté internationale a ressenti le besoin de passer d'un concept de sécurité strictement national à un concept multidisciplinaire, plus axé sur les personnes, plus global et fondé sur l'analyse des menaces subies par les individus.

L'utilisation de ce nouveau modèle s'est étendue rapidement en Europe et a marqué un tournant au cœur même de la région méditerranéenne avec la tenue à Barcelone, en 1995, de la Conférence euro-méditerranéenne organisée par l'Union européenne dans le but de renforcer ses relations avec les pays du Sud et de l'Est. L'initiative, connue sous le nom de Processus de Barcelone, a jeté les bases d'un nouvel ordre régional dont l'objectif était de « définir une zone commune de paix et de stabilité, de construire une zone de prospérité partagée et de rapprochement entre les peuples au moyen d'un partenariat humain, culturel et social » (Déclaration de Barcelone, 1995). Depuis lors, l'évolution de la Méditerranée a conduit à de nombreuses mutations, mais les objectifs fixés en cette occasion ont été une référence par le passé et continueront à l'être à l'avenir.

Plus de vingt ans se sont écoulés et la plupart des pays du partenariat euro-méditerranéen ont connu de profonds changements ; de même, de nouveaux défis sont apparus. Cela dit, le concept de sécurité humaine a prévalu ; il s'est avéré être un mécanisme utile pour évaluer et débattre de l'état des besoins humains en Méditerranée. Ceci est dû à la nature des besoins des individus et aux menaces qui mettent en péril leur sécurité, indépendamment des contextes sociaux dans lesquels ils vivent.

L'utilisation de ce nouveau modèle s'est étendue rapidement en Europe et a marqué un tournant au cœur même de la région méditerranéenne avec la tenue à Barcelone, en 1995, de la Conférence euro-méditerranéenne



Alexandra Magnólia Dias et Soumaya Ben Letaifa durant la première séance de l'atelier.

Dès lors, la sécurité humaine doit être entendue au sens large car elle recouvre de multiples aspects : économique (persistance de la pauvreté et du chômage), alimentaire (sous-alimentation, famine), sanitaire (maladies, malnutrition, manque d'accès aux soins primaires), environnemental (catastrophes naturelles, pollution, épuisement des ressources), des personnes (crime, terrorisme, travail des mineurs-es), communautaire (interethnique, religieux et autres tensions basées sur l'identité) et politique (répression politique, violations des droits humains).

Pendant la séance, les participants ont parlé de la nouvelle stratégie globale pour la politique étrangère et de sécurité de l'Union européenne et du recul de l'approche de la sécurité humaine reflété dans les priorités du programme européen. Certains experts ont signalé que ce facteur apparaît alors qu'il existe un besoin de renforcer l'utilisation du concept de sécurité humaine dans le cadre du développement humain et des droits humains de façon à ce que les dimensions politique, éthique et réglementaire puissent, ensemble, dépasser la perspective européenne.

Comme il a été remarqué, c'est une longue route que le Dialogue 5+5 a parcouru pour assurer une meilleure coopération dans les différents domaines d'intérêt évoqués plus haut, ceci par le biais de ses réunions ministérielles et de ses initiatives sectorielles.

L'initiative de défense 5+5 a servi d'exemple de bonne coopération pour affronter, ensemble, des défis d'envergure. Et, elle revêt un intérêt majeur depuis le début de la crise humanitaire, qui comptabilise plus de 4 715 morts et 350 000 nouvelles arrivées de migrants sur les côtes européennes rien que pour l'année 2016. De plus, les attaques perpétrées en Tunisie, en France et en Libye ont montré le besoin d'intensifier la collaboration entre les forces et les organismes de sécurité de l'État contre l'extrémisme violent et la radicalisation. Le nombre de combattants qui ont rejoint les groupes terroristes et qui sont issus de Tunisie, France et Maroc devraient aussi être un sujet de grande préoccupation en Méditerranée occidentale.

L'initiative de défense 5+5 a servi d'exemple de bonne coopération pour affronter, ensemble, des défis d'envergure. Et, elle revêt un intérêt majeur depuis le début de la crise humanitaire, qui comptabilise plus de 4 715 morts et 350 000 nouvelles arrivées de migrants sur les côtes européennes rien que pour l'année 2016. De plus, les attaques perpétrées en Tunisie, en France et en Libye ont montré le besoin d'intensifier la collaboration entre les forces et les organismes de sécurité de l'État contre l'extrémisme violent et la radicalisation. Le nombre de combattants qui ont rejoint les groupes terroristes et qui sont issus de Tunisie, France et Maroc devraient aussi être un sujet de grande préoccupation en Méditerranée occidentale.

L'initiative de défense 5+5 a su exploiter les moyens dont elle dispose pour mener une action commune à court et moyen terme et faire figure de modèle de la coopération multilatérale. Son succès ne provient pas uniquement de la mise en œuvre commune d'un large éventail d'opérations englobant la surveillance maritime, la sûreté aérienne et la formation, mais de sa volonté de chercher de nouveaux moyens pour faire en sorte que cette collaboration se poursuive.

Cela dit, à plusieurs reprises, il a été souligné qu'en raison de leur nature, les problèmes stratégiques ne peuvent pas être traités unilatéralement, sans tenir compte du voisinage immédiat. La structure sécuritaire s'avèrera inutile ou sera mise à mal si le Sud n'est pas pacifié et si la situation libyenne ne s'arrange pas.

Les enjeux liés à la lutte contre l'extrémisme violent et à la prévention de la radicalisation peuvent être abordés dans le cadre du Dialogue 5+5, mais cet exercice doit être fait en adoptant un modèle de coopération inclusif qui permette, non seulement aux gouvernements, mais aussi aux experts et aux instituts de recherche de contribuer à l'identification de l'origine du problème ainsi qu'à celle des mécanismes à même de le combattre avec efficacité. Rétablir la stabilité et la paix au Maghreb est une condition sine qua non pour avancer vers une région de prospérité et de développement partagés.

Il a aussi été mentionné que la bonne gouvernance est un facteur-clé de la croissance durable et que l'absence de bonne gouvernance empêche le développement sur le long terme et provoque le mécontentement de la société et, de ce fait, de l'instabilité et des problèmes de sécurité. De plus, un changement de paradigme est nécessaire dans la relation entre les pays de la rive nord et sud de la Méditerranée ainsi qu'une meilleure dynamique de coopération dans des domaines prometteurs comme l'agriculture et les énergies renouvelables, mais ceci exige un dialogue sans faille, sincère et constructif.

Il existe aussi la nécessité d'un changement de paradigme dans les relations entre les pays du Nord et du Sud de la Méditerranée ainsi qu'une meilleure

Il a aussi été mentionné que la bonne gouvernance est un facteur-clé de la croissance durable et que l'absence de bonne gouvernance empêche le développement sur le long terme et provoque le mécontentement de la société et, de ce fait, de l'instabilité et des problèmes de sécurité.

La première séance de l'atelier a été consacrée à un débat sur la sécurité humaine et l'état de la coopération en Méditerranée occidentale.



Tout cela entre en jeu alors que les pays européens connaissent une période d'impasse suite au Brexit et au référendum constitutionnel italien et qu'ils attendent de connaître les résultats des élections françaises de l'année prochaine. Ces changements sont susceptibles de conduire à des stratégies géopolitiques nouvelles, encore à définir, mais le Dialogue 5+5 demeurera un instrument utile de par sa valeur intrinsèque.

dynamique de coopération dans des domaines prometteurs comme l'agriculture et les énergies renouvelables, mais ceci exige un dialogue sans faille, sincère et constructif.

Des exercices de coopération ont déjà été entrepris entre les pays du Dialogue 5+5, ou bien entre eux et les régions qui leur sont voisines, comme le Sahel ou le Machrek, mais il leur manque une base cohérente et une structure bien définie. Pendant ce temps, les inégalités et l'écart entre l'Europe et les pays du Maghreb et du Sahel ne cesse de se creuser. Le domaine de la santé a été mentionné en tant que domaine potentiel majeur de coopération. Son importance est telle que le développement est en soi un objectif utopique tant que l'accès aux services de santé demeurera restreint.

Au cours de l'atelier, plusieurs experts ont exprimé leur conviction qu'il est nécessaire d'élargir le cadre du Dialogue 5+5 et d'y intégrer les pays membres du G5 Sahel (Burkina Faso, Tchad, Mali, Niger et Mauritanie), notamment dans le cadre des initiatives concernant les migrations, la sécurité, le commerce et les investissements.

Ce processus d'essor progressif pour une coopération plus active avec le « voisinage du voisinage » (aussi connu sous le nom de Dialogue 5+5+5) ne sera possible que si les pays du Nord de la Méditerranée occidentale font preuve d'intérêt envers une intégration du Sahel. Cela dit, cet essor représente également un grand exercice de leadership. Tout cela entre en jeu alors que les pays européens connaissent une période d'impasse suite au Brexit et au

référendum constitutionnel italien et qu'ils attendent de connaître les résultats des élections françaises de l'année prochaine. Ces changements sont susceptibles de conduire à des stratégies géopolitiques nouvelles, encore à définir, mais le Dialogue 5+5 demeurera un instrument utile de par sa valeur intrinsèque.

Une Méditerranée occidentale connectée au service de l'emploi des jeunes

Cette deuxième séance a consisté en un débat sur les causes du chômage des jeunes dans les pays du Dialogue 5+5 et sur les solutions possibles à ce problème et les complémentarités au sein des États de la Méditerranée occidentale.



Faten Kallel, la secrétaire d'État tunisienne à la jeunesse durant son intervention à la deuxième séance de l'atelier.

Comme l'ont signalé les ministres des Affaires étrangères du Dialogue 5+5 dans les conclusions de la XIIIe réunion ministérielle tenue à Marseille le 28 octobre 2016, la promotion de l'éducation, de la formation et de l'employabilité des jeunes demeure l'une des principales priorités des pays de Méditerranée occidentale.

Il a été souligné durant l'atelier que les taux de chômage des jeunes des pays arabes, notamment ceux des pays du Maghreb, sont les plus hauts du monde : près de 30 % en 2016 contre 13 % au niveau mondial. Si l'on ajoute à cela, les chiffres très négatifs de certains pays du Dialogue 5+5 comme l'Italie ou

L'insertion économique et sociale des jeunes de la région 5+5 est le défi principal auquel le Forum de la Méditerranée occidentale est confronté.

l'Espagne, on constate que l'insertion économique et sociale des jeunes de la région 5+5 est le défi principal auquel le Forum de la Méditerranée occidentale est confronté.

Les problèmes liés au chômage des jeunes sont particulièrement préoccupants, notamment pour les deux raisons suivantes : premièrement, parce qu'une part importante de la société ne peut pas contribuer à la croissance économique et risque de tomber dans l'exclusion ; deuxièmement, parce que l'impact de cette situation ne fera que s'aggraver à la longue, notamment sur la rive sud de la Méditerranée, si les tendances de la croissance démographique se confirment.

Le chômage des jeunes est extrêmement coûteux pour les sociétés de la région et un changement radical d'orientation de la pensée politique s'impose.

Les réalités et les dynamiques entre le Nord et le Sud sont différentes en matière de chômage des jeunes, mais il existe un terrain d'entente pour mener une action commune. Au Sud, les emplois des jeunes sont souvent précaires et informels tandis qu'au Nord, ils sont surtout précaires. En raison de la dureté des conditions du marché du travail, à la fin de leurs études, les jeunes ont beaucoup de mal à trouver un premier emploi dans le secteur formel. Par conséquent, le chômage des jeunes est extrêmement coûteux pour les sociétés de la région et un changement radical d'orientation de la pensée politique s'impose.

Comme il a été remarqué durant l'atelier Med Think 5+5, il existe un énorme écart générationnel entre les jeunes et les responsables politiques. Du point de vue sociologique, des efforts plus intenses devraient être déployés pour mieux comprendre les attentes et les aspirations des nouvelles générations ainsi que leurs compétences et les modèles dont ils s'inspirent lorsqu'ils effectuent leur transition école-insertion professionnelle. Le sens de la sécurité, de la stabilité et de la progression de leur carrière professionnelle sont autant de facteurs qui méritent d'être pris en compte également.

Lors des discussions sur ce thème, les experts se sont accordés à dire qu'une réforme du modèle d'enseignement est aussi à envisager. Il faut bien plus qu'une augmentation des places disponibles dans les écoles. À cet égard, la Tunisie a toujours été bien placée pour servir de modèle aux autres pays du Sud du

Dialogue 5+5, non seulement sur le plan de l'excellence, mais parce que, dans l'ensemble, son évolution s'est révélée positive durant les dernières années.

On observe une certaine tendance à promouvoir des solutions de facilité comme l'exportation de la main-d'œuvre vers des pays où l'offre d'emplois est abondante. Mais il faut bien reconnaître que les pays européens sont en train de réduire leurs quotas d'immigration et qu'il devient de plus en plus difficile d'obtenir des permis de travail même pour les pays du Sud de l'Europe.

De ce fait, malgré les partenariats en matière de mobilité ou les pactes de migration promus et mis en place, à juste titre, par la Commission européenne, les pays doivent trouver des solutions à l'emploi des jeunes au sein de leurs propres frontières, non pas à l'extérieur. Néanmoins, ceci n'exclut pas la possibilité de coopérations futures et d'une intégration régionale plus forte.

Un exemple à ce propos : renforcer le commerce interarabe de biens et services en consolidant la coopération régionale en matière d'élaboration de politique et en promouvant l'intégration Sud-Sud au Maghreb. Ce dernier point a donné lieu, par le passé, à de longues discussions, notamment lors du premier Forum Med Think 5+5 de Barcelone, mais il relève essentiellement de la volonté des pays du Sud.

Au niveau régional, les différents cadres existants, comme l'UpM ou le Dialogue 5+5, sont des institutions valables qui ont permis et peuvent encore permettre le lancement d'initiatives régionales. Il n'existe pas de « panacée politique » pour répondre aux besoins de toute la région, mais il existe, en revanche, un terrain d'entente pour entreprendre une action commune.

Par exemple, en ce qui concerne la demande du marché du travail, la stabilité politique et la mise en œuvre de politiques macroéconomiques saines sont les conditions préalables à la création d'emplois durables, outre le fait d'encourager l'entrepreneuriat et de faciliter l'accès au financement des PME, y compris le micro-financement, le mentorat d'affaires et le soutien aux start-up.

Il n'existe pas de « panacée politique » pour répondre aux besoins de toute la région, mais il existe, en revanche, un terrain d'entente pour entreprendre une action commune.

En ce qui concerne l'offre, il faut poursuivre les réformes et les investissements dans le domaine de l'enseignement tout en donnant un nouvel élan à la formation professionnelle afin réparer l'inadéquation actuelle entre l'offre et la demande.

Et toutes ces mesures doivent être complétées par des réformes dynamiques du marché du travail de façon à le rendre plus souple et à permettre l'intégration de ceux qui en sont exclus ; de même, il faut adapter les mesures en faveur de l'emploi aux besoins de la population jeune, notamment des jeunes femmes.

Finalement, les participants ont prôné l'idée d'offrir de meilleures opportunités aux entrepreneurs et d'investir davantage dans l'économie numérique, ceci au vu de la valeur sociale et économique engendrées par plusieurs initiatives qui ont été financées et mises en œuvre dans les pays de la Méditerranée occidentale.

Conclusions

Les différents représentants des établissements de recherche et des institutions diplomatiques se sont félicités du niveau des débats tenus et du vaste éventail de thématiques abordées. Ils ont réaffirmé l'utilité du format Med Think 5+5, qui permet la mise en commun de points de vue et d'idées nées de part et d'autre de la Méditerranée.

Ils ont signalé que le format s'est consolidé suite à la première réunion de Barcelone et qu'il intervient à un moment où le format du Dialogue intergouvernemental 5+5 est plus dynamique que jamais auparavant.

Cela dit, il nous faut considérer ce fait comme une opportunité, à ne pas manquer, d'accentuer la coopération. Les défis posés par la sécurité humaine devront être relevés par la mise en œuvre de projets futurs inclusifs et efficaces pour permettre à la région de faire un pas en avant définitif en direction d'une intégration économique et sociale plus forte.

Les défis posés par la sécurité humaine devront être relevés par la mise en œuvre de projets futurs inclusifs et efficaces pour permettre à la région de faire un pas en avant définitif en direction d'une intégration économique et sociale plus forte.



L'ambassadrice de l'UE en Libye, Bettina Muschidt, s'adressant au public en compagnie de la secrétaire d'État tunisienne Faten Kallel.